

Rapport de gestion 2009

Tribunal administratif fédéral



| | |
|---|-----------|
| Introduction | 66 |
| Composition du tribunal | 67 |
| Organisation du tribunal | 70 |
| Commissions | 71 |
| Volume des affaires | 72 |
| Coordination de la jurisprudence | 75 |
| Administration du tribunal | 75 |
| Surveillance | 77 |
| Collaboration | 78 |
| Projet Saint-Gall | 79 |
| Statistiques | 80 |

Introduction

Au cours du troisième exercice, les synergies qu'attendait le législateur du regroupement des commissions fédérales de recours et des services de recours des départements au sein du Tribunal administratif fédéral se sont révélées très efficaces. Le volume des tâches administratives accomplies par les juges a diminué, et le nombre de cas liquidés a augmenté. Deux des objectifs centraux que le tribunal s'était fixés pour l'année 2009 ont donc été atteints. Un autre objectif important a été réalisé avec la liquidation d'une grande partie des recours repris des organisations précédentes. Le nombre des cas pendants datant d'avant 2007 a diminué, en 2009, de 77%, passant ainsi de 1889 à 436. En même temps, le tribunal a pu liquider au total 294 cas de plus qu'en 2008 (+3%) et le nombre des affaires pendantes a diminué de plus de 1000 unités.

Sur l'ensemble des 9209 cas liquidés en 2009, 2500 (27%) étaient susceptibles de recours au Tribunal fédéral. Dans les faits, 388 arrêts (16%) ont été portés devant le Tribunal fédéral.

En 2009, le Tribunal administratif fédéral a pris diverses mesures afin d'accroître encore son efficacité. Sont notamment à relever les travaux de mise en place d'une nouvelle plate-forme informatique et d'une nouvelle application de gestion des dossiers. Dès 2011, l'informatique ainsi qu'une nouvelle politique documentaire devront garantir un appui à la jurisprudence à la fois convivial et novateur.

Pour optimiser l'attribution des ressources en personnel aux cours – optimisation mentionnée dans le rapport de gestion 2008 –, le Tribunal administratif fédéral a chargé les Universités de Berne et de Saint-Gall de réaliser une étude visant à évaluer la charge de travail (gestion de la charge de travail). Les résultats de cette étude, qui seront connus fin 2010 / début 2011, permettront au tribunal de procéder à une affectation de ses ressources en personnel (juges et non-juges) correspondant mieux aux besoins.

En raison de l'accord conclu au mois d'août 2009 entre la Confédération suisse et les Etats-Unis d'Amérique relatif à une demande d'entraide administrative de l'«US Internal Revenue Service (IRS)» concernant UBS S.A., le nombre de procédures afférentes devrait augmenter fortement en 2010, et se traduire par une hausse correspondante du volume des cas pendants. Le tribunal a donc pris dès 2009 les mesures requises en matière d'organisation et de personnel pour s'assurer de la bonne marche des affaires.

L'«organisation de projet Saint-Gall 2012» avait été créée en 2008 en vue du déménagement du tribunal à Saint-Gall. Elle a adopté en 2009 les plans à mettre en œuvre à partir de 2010.

Composition du tribunal

Organes de direction

Présidence

Président: Christoph Bandli
Vice-président: Markus Metz

Commission administrative

Président: Christoph Bandli
Membres: Markus Metz
Bruno Huber
Claude Morvant
Bendicht Tellenbach

Conférence des présidents

Président: Alberto Meuli, président de la Cour III
Membres: Lorenz Kneubühler, président de la Cour I
Bernard Maitre, président de la Cour II
Claudia Cotting-Schalch, présidente de la Cour IV
Walter Stöckli, président de la Cour V

Etat-major des organes de direction

Secrétaire générale: Prisca Leu
Secrétaire générale suppléante: Placida Grädel-Bürki

Cours

Cour I

Président: Lorenz Kneubühler
Membres: Christoph Bandli
Michael Beusch
Jérôme Candrian
Alain Chablais (dès le 1.9)
Kathrin Dietrich
Beat Forster
Markus Metz
Pascal Mollard
André Moser
Claudia Pasqualetto Péquignot
Daniel Riedo
Marianne Ryter Sauvant
Thomas Stadelmann
Salome Zimmermann

Cour II

Président: Bernard Maitre
Membres: Maria Amgwerd
David Aschmann
Jean-Luc Baechler
Stephan Breitenmoser
Francesco Brentani
Ronald Flury
Vera Marantelli
Claude Morvant
Eva Schneeberger
Frank Seethaler
Marc Steiner
Hans Urech
Philippe Weissenberger

Cour III

Président: Alberto Meuli
Membres: Elena Avenati-Carpani
Ruth Beutler
Jean-Daniel Dubey
Johannes Frölicher
Madeleine Hirsig-Vouilloz
Antonio Imoberdorf
Stefan Mesmer
Francesco Parrino
Michael Peterli
Franziska Schneider
Marianne Teuscher (dès le 1.2; voir également Cour V)
Andreas Trommer
Vito Valenti
Bernard Vaudan
Blaise Vuille
Beat Weber

Cour IV

Présidente: Claudia Cotting-Schalch
Membres: Pietro Angeli-Busi
Gérald Bovier
Robert Galliker
Fulvio Haefeli
Walter Lang
Blaise Pagan
Gérard Scherrer
Daniel Schmid
Hans Schürch
Nina Spälti Giannakitsas
Bendicht Tellenbach
Thomas Wespi
Martin Zoller

Cour V

Président: Walter Stöckli
Membres: Emilia Antonioni Luftensteiner
François Badoud
Muriel Beck Kadima (dès le 1.1)
Maurice Brodard
Jenny de Coulon Scuntaro
Gabriela Freihofer
Kurt Gysi
Bruno Huber
Therese Kojic-Siegenthaler (jusqu'au 30.4)
Markus König
Christa Luterbacher
Jean-Pierre Monnet
Regula Schenker Senn
Marianne Teuscher (jusqu'au 31.1; voir également Cour III)

Composition du tribunal

Elus par l'Assemblée fédérale en 2008, M^{me} Muriel Beck Kadima et M. Alain Chablais ont pris leur fonction en 2009, respectivement à la Cour V et à la Cour I. Le 23 septembre 2009, un nouveau juge a été élu en la personne de M. Daniele Cattaneo (entrée en fonction le 1^{er} janvier 2010 à la Cour IV). Suite à la demande d'entraide administrative des Etats-Unis concernant UBS S.A., M^{me} Charlotte Schoder et M. Daniel de Vries Reilingh ont été élus au Tribunal administratif fédéral le 9 décembre 2009. Leurs postes sont à durée limitée (jusqu'au 31 octobre 2011).

M^{me} Therese Kojic-Siegenthaler a pris sa retraite au 30 avril 2009. M. Thomas Stadelmann a été élu juge au Tribunal fédéral le 9 décembre 2009. Il quittera le Tribunal administratif fédéral au 31 mars 2010.

Organisation du tribunal

Cour plénière

En 2009, la Cour plénière s'est réunie en séance à cinq reprises à Berne ou à Zollikofen, soit deux fois moins que l'année d'avant.

Au nombre des objets les plus importants traités par la Cour plénière ont figuré la révision de plusieurs dispositions du règlement concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral, ainsi que l'adaptation des directives sur les activités accessoires et les charges publiques des membres du Tribunal administratif fédéral. La Cour plénière a en outre approuvé la version remaniée par la Commission de la Cour plénière et la Commission administrative du règlement sur les compétences des organes de direction (Cour plénière et Commission administrative).

A l'issue d'une phase d'essai d'une année, les juges ont décidé d'instaurer définitivement le travail à domicile pour tous au Tribunal administratif fédéral. Pour l'instant, il est possible d'effectuer 20% de son temps de travail à domicile. Dans la perspective du déménagement à Saint-Gall, la Cour plénière se prononcera ultérieurement sur une éventuelle extension du temps de travail à domicile.

En 2009, la Cour plénière a élu sept juges à la Commission de la Cour plénière. Elle a en outre institué un groupe de travail chargé d'élaborer une charte de l'éthique des juges d'ici à fin 2010.

La Cour plénière s'est dotée d'objectifs concrets pour 2010 aussi: les recours repris des organisations précédentes devront tous être liquidés, et ceux introduits en 2007 devront l'être dans toute la mesure du possible. Par ailleurs, deux mesures contribueront à garantir la qualité de la jurisprudence: une procédure de coordination élargie et une diminution supplémentaire des tâches administratives des juges. Les autres objectifs annuels portent sur des mesures dans le domaine du personnel et sur la mise en œuvre de plusieurs projets d'importance.

Commission administrative

La Commission administrative a réussi elle aussi à diminuer le rythme de ses séances en 2009. Au total, elle s'est réunie 18 fois en

séance ordinaire (2008: 24), dont une fois lors d'une séance conjointe avec la Conférence des présidents. La constitution de comités a contribué à accroître l'efficacité du travail de la Commission administrative; ces comités se consacrent à des projets ou à des thèmes prioritaires qui occupent le tribunal de manière ponctuelle ou dans la durée.

La Commission administrative a pris des décisions importantes dans le domaine de l'informatique et du changement de plate-forme. Ainsi, le mandat relatif à l'exploitation informatique, à la bureautique et au réseau a été attribué à l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication. L'entreprise Abraxas Juris S.A. a obtenu l'adjudication de la gestion des dossiers et de la documentation.

La Commission administrative a adopté des directives sur les marchés publics et s'est penchée de nouveau sur le déménagement du tribunal à Saint-Gall (voir Projet Saint-Gall, p. 79). Elle a consacré beaucoup de temps au traitement de nombreux dossiers en matière de personnel. Outre les décisions relatives aux rapports de travail de telle ou telle personne, la Commission administrative s'est notamment consacrée à la mise en œuvre de l'horaire de travail fondé sur la confiance et au modèle de carrière des greffiers. Enfin, elle a étudié les résultats de l'«Enquête 2009 auprès du personnel de l'administration fédérale», à laquelle le Tribunal administratif fédéral avait lui aussi participé, et a débattu des mesures à prendre le cas échéant.

Conférence des présidents

En 2009, la Conférence des présidents s'est réunie à 11 reprises (2008: 13) et a participé à une séance commune avec la Commission administrative. En dehors de ses tâches de coordination (voir Coordination de la jurisprudence, p. 75) et de l'adoption de prises de position dans le cadre des procédures de consultation (voir Procédures de consultation, p. 74), la Conférence des présidents s'est penchée sur le changement de plate-forme informatique et sur la politique documentaire. Elle a approuvé les Directives sur la documentation des décisions ainsi que la nouvelle feuille de circulation et de publication.

Commissions

Commission de la Cour plénière

Actuellement composée de sept juges, la Commission de la Cour plénière a préparé plusieurs dossiers de la Cour plénière, dont notamment le Règlement concernant les frais, dépenses et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral ainsi que des modifications des Directives sur le temps de travail et des Directives sur la formation et la formation continue. La commission s'est en outre consacrée à une adaptation des Directives sur les activités accessoires et les charges publiques des membres du Tribunal administratif fédéral ainsi qu'aux instructions relatives à l'application obligatoire de l'horaire de travail fondé sur la confiance. Enfin, la commission a pris position à plusieurs reprises sur la question de la compétence de la Cour plénière en ce qui concerne le fait d'édicter des directives et des règlements.

Commission de rédaction

La Commission de rédaction se compose d'un juge de chaque cour. Sur proposition des cours compétentes, elle décide de la publication des arrêts dans le recueil officiel des «Arrêts du Tribunal administratif fédéral (ATAF)», et est chargée de veiller à ce que leur publication soit coordonnée et uniforme. En 2009, la Commission de rédaction a tenu 21 séances, et 65 arrêts ont été publiés.

Comité de conciliation

Le Comité de conciliation, qui peut être saisi pour régler les différends survenant entre les juges, ne l'a pas été en 2009.

Commission du personnel

La Commission du personnel se compose actuellement de douze personnes. Elle veille aux intérêts des employés et encourage la collaboration entre les organes de direction et le personnel. En 2009, elle a rendu plusieurs prises de position sur des thèmes actuels relatifs à la politique du personnel (entre autres modèle de carrière des greffiers, horaire de travail fondé sur la confiance, offre de repas). Ses demandes ont été bien accueillies par les organes de direction.

Délégué(e)s à l'égalité des chances

Deux femmes et un homme exercent la fonction de Délégué(e)s à l'égalité des chances. En 2009, ils ont apporté leur soutien à trois personnes en matière d'égalité des chances suite à des difficultés rencontrées avec un supérieur hiérarchique, et ont liquidé une autre plainte d'ordre général. En outre, ils ont adressé à la Commission administrative une prise de position concernant la version remaniée du guide de formulation non sexiste en allemand et des prises de position sur six projets dans le domaine des conditions de travail. Enfin, les Délégué(e)s à l'égalité des chances ont entamé en 2009 l'élaboration de directives visant à empêcher le harcèlement sexuel et le harcèlement moral, qui seront soumises pour approbation à la Cour plénière en 2010.

Volume des affaires

Vue d'ensemble

Les statistiques détaillées sur le volume de travail généré en 2009 se trouvent à partir de la page 80 du présent rapport. Le 1^{er} janvier 2009, le tribunal a repris 7978 affaires de l'année précédente, dont 1889 étaient déjà pendantes auprès des anciens services et commissions de recours. Au cours de l'année passée sous revue, 8141 nouvelles affaires ont été introduites auprès du tribunal et 9209 affaires ont été liquidées. Le nombre des affaires pendantes a ainsi diminué de 1068 unités (-13%) entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009. Sur la base d'une répartition dans les cinq cours, la situation se présente de la manière suivante:

| Cour | Affaires nouvelles | Affaires liquidées |
|---|--------------------|-------------------------|
| Cour I Infrastructure, finances, personnel | 499 | 811 |
| Cour II Economie, formation, concurrence | 424 | 378¹ |
| Cour III Etrangers, santé, assurances sociales | 2529 | 2827¹ |
| Cour IV Asile | 2674 | 3014 |
| Cour V Asile | 2015 | 2179 |
| Total (Cours I à V) | 8141 | 9209 |

¹ Les 52 affaires liquidées par la Cour II pour la Cour III dans le cadre d'une mesure visant à décharger cette dernière figurent au bilan des affaires liquidées par la Cour III.

Cour I

En dépit de l'activité de deux juges à la présidence du tribunal et d'une vacance, la chambre 1 de la Cour I a réussi à traiter plus de recours que l'année d'avant. La cour a accompli des progrès notables surtout dans la liquidation des cas anciens que le tribunal avait repris des organisations précédentes.

En 2009, la chambre 1 (infrastructures, finances, personnel) a traité plusieurs recours présentant un intérêt pour l'opinion publique, concernant en particulier l'octroi de concessions à des radios locales et plusieurs affaires en rapport avec la protection des données. S'agissant des recours concernant les vols d'approche sur l'aéroport de Zurich, des débats publics ont été organisés et un arrêt a été rendu.

Au début de 2009, la chambre 2 (droit fiscal) s'est largement consacrée à la procédure d'entraide administrative dans l'affaire Etats-Unis/UBS. Outre le traitement des recours ordinaires dans cette affaire, il a fallu juger un grand nombre de requêtes de mesures superprovisionnelles.

L'accord conclu en août 2009 entre la Suisse et les Etats-Unis (voir Introduction, p. 66) a entraîné un surcroît de travail considérable au sein de la chambre 2 pendant l'automne 2009. Même si les premiers recours n'étaient pas attendus avant début 2010, les travaux préparatoires qui ont dû être engagés dès septembre 2009 ont entravé la bonne marche des affaires. A titre de compensation, les taux d'occupation de plusieurs juges ont été augmentés.

Cour II

A la Cour II, le nombre de cas pendants a légèrement augmenté en 2009. Les 89 cas relevant du domaine de l'assurance-invalidité que la Cour II a repris de la Cour III en mars 2009 dans le cadre d'une mesure visant à décharger cette dernière n'ont pas été pris en compte dans les statistiques. 52 de ces cas ont pu être liquidés jusqu'au 31 décembre 2009.

Divers facteurs se sont répercutés négativement sur le nombre d'affaires liquidées dans les domaines juridiques relevant de la Cour II. Outre les mesures prises en vue de décharger la Cour III, il convient notamment de mentionner l'augmentation continue des procédures complexes ou à plusieurs niveaux. En outre, depuis le départ à la retraite d'un juge au 31 décembre 2008, la cour dispose d'un poste de juge en moins, soit 80% d'un poste, qui ont été attribués à la Cour III. En tenant compte des cas repris de cette der-

nière, il a néanmoins été possible de maintenir presque au même niveau le nombre de cas liquidés.

Définis en début d'exercice en fonction des objectifs annuels du tribunal, les objectifs quantitatifs de la cour ont pu être atteints pour la plupart. Ainsi, les recours de l'année 2007 ont été liquidés dans toute la mesure du possible, tout comme une grande partie des recours de l'année 2008.

Quatre procédures complexes concernant le droit des cartels et les cas à traiter prioritairement dans le domaine des marchés publics ont nécessité des ressources largement supérieures à la moyenne. De même, les procédures concernant les jeux de hasard/maisons de jeu et la surveillance des marchés financiers ont exigé un travail particulièrement important.

Cour III

Grâce aux mesures engagées en 2008 en vue de décharger la Cour III (renforcement des effectifs), il a été possible en 2009 de faire diminuer légèrement le nombre de cas pendants. L'augmentation significative, par rapport à l'exercice précédent, de la part des arrêts sur le fond a été la conséquence de l'objectif visant à réduire le nombre de cas anciens plus longs à traiter. La baisse du nombre des nouvelles entrées a en outre entraîné un nouveau recul des décisions formelles.

Ce résultat globalement positif a été possible entre autres grâce à la collaboration avec la Cour II, qui a repris 89 cas anciens (assurance-invalidité) de la Cour III et en a liquidé 52 jusqu'à fin 2009 en bénéficiant du soutien technique (modèles, éléments rédactionnels, deuxième juge au sein du collège appelé à statuer) de cette dernière.

Pour 2009, la cour s'était donné l'objectif de liquider dans toute la mesure du possible les cas repris des organisations précédentes ainsi qu'une partie des recours introduits en 2007. Au rang des autres objectifs figuraient notamment l'acquisition et le transfert des connaissances au sein de la cour, l'optimisation des méthodes de travail de la chancellerie et des processus, ainsi que l'utilisation de toute la place réservée à la Cour III dans le

recueil de publication des arrêts du Tribunal administratif fédéral (ATAF). Ces objectifs ont été atteints en majeure partie.

Un élément problématique tient au fait que l'Office AI pour les assurés résidant à l'étranger n'est pas disposé, en dépit de demandes en ce sens, à présenter ses dossiers en y incorporant un bordereau de pièces numérotées. A l'instar de cet office, l'Office fédéral des migrations (ODM) tient la majorité de ses dossiers sous forme électronique. Dans le cas de ces deux autorités inférieures, le surcroît de travail est important, car les versions imprimées des dossiers qu'elles livrent sont souvent incomplètes dès le départ, parce que certaines pièces des dossiers sont en partie peu lisibles et parce que les différentes pièces des dossiers ne sont pas classées dans un ordre strictement chronologique. Un grand nombre de dossiers transmis par l'ODM n'ont pas non plus de table des matières. Le travail avec des dossiers électroniques n'a fait l'objet que d'une introduction ponctuelle au sein du tribunal et c'est une méthode qui soulève un grand nombre de questions encore ouvertes à l'heure actuelle.

Cours IV et V

Les Cours IV et V avaient fixé comme objectif prioritaire pour 2009 la réduction du nombre de cas très anciens. Avaient été ainsi définis tous les recours déposés avant le 31 décembre 2006. Au 1^{er} janvier 2009, 822 recours déposés avant le 1^{er} janvier 2006 étaient encore pendants auprès des deux cours. L'objectif de réduction a pu être atteint en grande partie: au 31 décembre 2009, seules 157 procédures de recours étaient encore pendantes (Cour IV: 100; Cour V: 57). Quant aux 633 cas pendants datant de 2006, 431 (Cour IV: 226; Cour V: 205) ont pu être liquidés jusqu'à la fin de l'année.

Début 2009, une juge a quitté la Cour V pour la Cour III, sans être remplacée, et une autre juge est partie à la retraite en cours d'exercice. Les deux cours ont malgré tout réussi, en 2009, à réduire le nombre des affaires pendantes de 13% au total (Cour IV: 17%; Cour V: 9%). Alors que 3906 procédures étaient pendantes au 1^{er} janvier 2009 (Cour IV: 2027; Cour V: 1879), ce nombre atteignait 3402 au 31 décembre (Cour IV: 1687; Cour V: 1715).

Les juges des Cours IV et V se sont réunis à huit reprises dans le cadre de séances communes consacrées principalement à la coordination de la jurisprudence. Plusieurs arrêts de principe (publiés par la suite) ont ainsi été approuvés, portant notamment sur la révocation de l'asile, l'interprétation de notions juridiques abstraites («proches parents»), l'importance de la durée du séjour à l'étranger pour des requérants d'asile d'origine tibétaine, la légalité de la notification orale de décision par l'autorité de première instance, ainsi que sur le manque de clarté des dispositions portant sur les requérants d'asile n'ayant pas remis leurs papiers aux autorités. D'autres arrêts de principe contiennent des analyses détaillées de la situation régnant dans certains pays d'origine importants (par exemple la Côte d'Ivoire, l'Iran [situation des minorités religieuses]), analyses élaborées en collaboration avec le service Expertises sur les pays du secteur Connaissances et Documentation. Dans le cadre de leurs séances, en principe hebdomadaires, les présidents et présidentes des quatre chambres des deux cours d'asile ont par ailleurs arrêté des mesures de coordination de moindre importance et préparé les séances communes des deux cours.

Dans le cadre d'un séminaire de formation conjoint avec le UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés), différents intervenants ont permis aux membres des deux cours d'approfondir leurs connaissances sur le système Dublin entré en vigueur en Suisse à la fin 2008, d'une part, et sur le concept de la protection subsidiaire en droit européen et international des réfugiés, d'autre part.

Procédures de consultation

Le Parlement, le Conseil fédéral et l'administration fédérale ont invité le tribunal à se prononcer sur dix projets de loi et d'ordonnance mis en consultation. Il s'est prononcé dans sept cas (notamment sur les modifications prévues dans le droit d'asile et le droit des étrangers, sur la loi fédérale sur les juristes d'entreprise ainsi que sur la loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration).

Coordination de la jurisprudence

Dans la perspective d'un encouragement et d'une simplification de la coordination, la Conférence des présidents s'est penchée plusieurs fois sur la procédure de coordination. Elle s'est mise d'accord sur une procédure modifiée et a donné mandat de préparer une adaptation du règlement du Tribunal administratif fédéral en ce sens (voir Conférence des présidents, p. 71).

La Conférence des présidents a décidé qu'il ne serait plus exigé, en règle générale, de décompte de leurs prestations aux avocats ou mandataires professionnels n'exerçant pas la profession d'avocat, mais que leurs dépenses à indemniser feraient l'objet d'une estimation (modification de la pratique).

Administration du tribunal

Secrétariat général

Les secteurs du Secrétariat général sont impliqués dans divers projets en fonction de leurs compétences distinctes. En 2009, une partie considérable de leurs ressources a été affectée à ces tâches spécifiques, parmi lesquelles il convient de souligner le projet Saint-Gall (voir Projet Saint-Gall, p. 79), l'audit sur la communication interne et externe ainsi que le projet Gestion de la charge de travail. Le Secrétariat général a ensuite été responsable de la logistique lors des débats publics concernant l'aéroport de Zurich, débats organisés par la Cour I pendant cinq jours entre fin novembre et début décembre. En raison du nombre important de représentants des parties attendus dans ce cadre, les débats se sont déroulés dans des locaux externes, et un dispositif de sécurité ad hoc a dû être mis en place. Pendant l'automne, il a par ailleurs fallu mettre en place dans les plus brefs délais l'infrastructure nécessaire au traitement des recours déposés suite à la demande d'entraide administrative des Etats-Unis concernant UBS.

Ressources humaines

Au 31 décembre 2009, l'effectif du Tribunal administratif fédéral se montait à 387 personnes, à savoir: 73 juges (soit 64,65 postes équivalents plein temps), 204 greffiers (177,70 postes), 43 employés de chancellerie dans les cours (39 postes) et 66 collaborateurs juridiques, scientifiques et administratifs au Secrétariat général (60,6 postes). Par rapport à l'année précédente, l'effectif total a augmenté de 21 personnes (21,15 postes).

67,4% de l'effectif du tribunal était de langue allemande, 25,6% de langue française et 7% de langue italienne.

S'agissant de la répartition entre hommes et femmes, 52,5% des postes étaient occupés par des femmes à la fin de l'année. Ce taux était de 27,4% pour les juges, de 53,4% pour les greffiers, de 97,7% pour le personnel de chancellerie des cours et de 47% pour le personnel du Secrétariat général.

Le travail à temps partiel pour des taux d'activité compris entre 50 et 90% a concerné 53,4% des juges et 44,3% pour le reste du personnel.

Le tribunal a enregistré 31 départs et 61 entrées en fonction, soit un taux de fluctuation de 8,2%. Ce taux a été de 1,3% pour les juges, de 10,5% pour les greffiers, et de 13,1% pour le reste du personnel. Le déménagement du tribunal à Saint-Gall complique le recrutement de nouveaux collaborateurs, cette remarque concernant en premier lieu les collaborateurs de langue française et le personnel spécialisé (non juridique).

De nouveaux collaborateurs ont été recrutés à la Cour I pour traiter les cas UBS: 6 greffiers (5,8 postes) et 3 collaborateurs de chancellerie (2,3 postes).

Le personnel du Tribunal administratif fédéral a pu assister à divers cours de formation ou de formation continue. Il convient notamment de mentionner la Conférence organisée autour du thème «La CEDH et la Suisse» par l'Université de Saint-Gall sur une suggestion du Tribunal administratif fédéral, puisque de nombreux juges et collaborateurs s'y sont rendus.

Finances et controlling

Le compte de résultats présente un excédent de charge de 65 780 136 francs: les revenus s'élèvent à 3 702 272 francs et les charges à 69 482 408 francs.

Par rapport à l'exercice précédent, les revenus ont augmenté de 343 467 francs en raison d'émoluments plus importants. Les charges ont quant à elles présenté une augmentation de 8,785 millions de francs par rapport à 2008, dont 7,769 millions de francs au titre des Charges de personnel (5,355 millions de francs pour le personnel à l'exception des juges et 2,410 millions de francs pour les juges) et 1,068 million de francs au titre des Charges de biens et services et charges d'exploitation. En revanche, l'Attribution à des provisions pour soldes horaires positifs présente un montant en recul de 52 300 francs.

Dans le cadre de la procédure d'entraide administrative Etats-Unis/UBS, une demande de crédit supplémentaire portant sur un montant de 1 266 550 francs a dû être déposée et le Parlement l'a approuvée. Les charges correspondantes se sont élevées à 101 772 francs au titre des Charges de personnel et à 11 273 francs au titre des Charges de biens et services et charges d'exploitation. La part de ces charges consacrée à l'informatique s'est élevée à 133 757 francs.

Le compte d'investissement présente des dépenses de 408 175 francs, qui concernent exclusivement le changement de plate-forme informatique.

Montant en CHF

| | |
|--|-------------------|
| Revenus | 3 702 272 |
| Emoluments | 3 564 741 |
| Compensations | 137 531 |
| Charges | 69 482 408 |
| Charges de personnel | 56 451 376 |
| Rétributions du personnel et cotisations de l'employeur | 38 723 519 |
| Traitement des juges | 17 360 355 |
| Autres charges de personnel | 367 502 |
| Charges de biens et services et charges d'exploitation | 12 931 132 |
| Commissions fédérales d'estimation | 150 498 |
| Déménagement à Saint-Gall | 250 879 |
| Location de locaux | 5 042 685 |
| Charges de biens et services liés à l'informatique | 4 543 709 |
| Charges de conseil | 253 536 |
| Autres charges d'exploitation | 2 689 825 |
| Attribution à des provisions | 99 900 |
| Attribution à des provisions pour soldes horaires positifs | 99 900 |
| Dépenses d'investissement | 408 175 |
| Changement de plate-forme informatique | 408 175 |

Informatique

En 2009, l'évaluation d'une nouvelle plate-forme informatique, d'un nouveau fournisseur de prestations informatiques et d'un nouveau logiciel de gestion des dossiers ainsi que d'un nouveau système de documentation a été particulièrement prenante. Les procédures de sélection, coûteuses en termes financiers et de personnel, doivent être considérées comme des investissements en vue d'un soutien optimal à la jurisprudence, tant administratif que scientifique.

Le secteur informatique a dû renforcer ses effectifs (qui sont passés de 350 à 630% de poste). Sur les 5 386 914 francs inscrits au budget 2009, 4 543 709 francs (84%) ont été dépensés.

Documentation / Bibliothèque

Le secteur Connaissances et documentation s'est largement consacré à la mise en œuvre de la politique documentaire, qui avait été adoptée au mois de septembre 2008. Dans le cadre de l'évaluation du nouveau système de gestion des dossiers, il s'est agi de garantir que le nouveau prestataire pourrait bien répondre aux exigences posées en matière de documentation juridique des arrêts. Il a par ailleurs fallu trouver une nouvelle imprimerie pour la publication de la collection des arrêts du Tribunal administratif fédéral (ATAF), car le Tribunal fédéral a résilié le contrat d'édition avec le Tribunal administratif fédéral pour la fin de l'année de publication 2009 en raison du changement de plate-forme informatique.

L'année 2009 a été marquée par la migration des données du réseau Alexandria vers le Réseau ROmand (RERO) et l'effort considérable que cela a représenté. Les fonds de la bibliothèque du Tribunal administratif fédéral sont intégrés depuis décembre 2009 dans le réseau RERO, réseau auquel sont notamment rattachées les bibliothèques du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral, de l'Office fédéral de la justice et de l'Institut suisse de droit comparé.

Relations publiques

Le Tribunal administratif fédéral informe la population de façon transparente et ouverte sur sa jurisprudence. Les médias, qui commentent régulièrement les arrêts du tribunal, sont un trait d'union essentiel entre l'opinion publique et la justice. Le service des médias informe par conséquent les journalistes accrédités de manière continue et détaillée sur les arrêts du Tribunal administratif fédéral, en mettant l'accent sur les causes célèbres, autrement dit sur les procédures qui suscitent un intérêt particulier dans l'opinion publique. L'augmentation du nombre de journalistes accrédités en 2009 – de 14 à 21 – traduit l'intérêt sans cesse croissant que portent la presse suisse et internationale à la jurisprudence du Tribunal administratif fédéral. En 2009, un échange de vues a eu lieu lors d'une séance entre une délégation du tribunal et les journalistes accrédités.

Surveillance

Commissions fédérales d'estimation

Sise au sein de la Cour I, la Délégation chargée des questions d'expropriation exerce la surveillance sur les commissions fédérales d'estimation. Composée des juges Beat Forster (président) et Claudia Pasqualetto Péquignot ainsi que du greffier Mario Vena (secrétaire), elle s'est penchée lors de plusieurs séances sur des questions d'organisation en premier lieu. La priorité a porté sur la mise en œuvre des nouveautés dans le domaine de la comptabilité: depuis 2009 en effet, le trafic des paiements, l'administration des salaires et le décompte des cotisations AVS des treize commissions fédérales d'estimation sont effectués par une fiduciaire. En outre, la délégation a examiné des mesures d'organisation et de personnel concernant la commission d'estimation du 10^e arrondissement afin que celle-ci soit mieux à même de gérer la charge de travail extraordinaire induite par les cas d'expropriation en rapport avec l'aéroport de Zurich.

Tribunal fédéral

Consacrée à la surveillance exercée par le Tribunal fédéral, la séance commune Tribunal fédéral – Tribunal administratif fédéral du 3 avril 2009 à Lucerne a fait l'objet de discussions sur les comptes de l'exercice 2008, le budget 2010 et une éventuelle coopération en matière d'évaluation de la charge de travail. La séance consécutive Tribunal fédéral – Tribunal administratif fédéral – Tribunal pénal fédéral a été consacrée quant à elle à la surveillance et la haute surveillance exercées sur les tribunaux fédéraux.

Lors de la séance du 7 septembre 2009 à Berne, il a été question de l'adaptation des traitements des juges des tribunaux fédéraux de première instance. En outre, l'autorité de surveillance a été informée du projet de gestion de la charge de travail ainsi que des mesures prises et en partie déjà mises en œuvre pour pouvoir gérer les cas d'entraide administrative liés au dossier Etats-Unis/UBS.

En 2009, trois dénonciations en matière de surveillance ont été déposées auprès du Tribunal fédéral. Dans le domaine de l'asile, la dénonciation déposée a concerné deux cas à peu près similaires mais jugés différemment.

Cette dénonciation a été déclarée sans objet, car le Tribunal administratif fédéral a pris les mesures de coordination qui s'imposaient.

Il n'a pas été donné suite à une dénonciation dans le domaine de l'assurance-invalidité qui incriminait la longueur excessive de la procédure, le Tribunal administratif fédéral ayant jugé le cas dans l'intervalle.

Une dénonciation du Contrôle fédéral des finances (CDF) a été déclarée sans objet elle aussi, le Tribunal administratif fédéral ayant adapté son système d'allocations de résidence conformément aux exigences du CDF. L'autorité de surveillance n'a pas donné suite non plus à la dénonciation déposée en 2008 par un juge du Tribunal administratif fédéral et encore pendante au début de l'année 2009. Cette dénonciation mettait en cause l'efficacité des juges des Cours IV et V.

Par ordonnance du 29 octobre 2009, le Tribunal fédéral demandait au Tribunal administratif fédéral de lui remettre un rapport et des documents d'ordre procédural fournissant des explications sur la tenue des dossiers et la façon de documenter la prise de décision au sein du tribunal.

Assemblée fédérale

Le 24 avril 2009, le Tribunal administratif fédéral a présenté le rapport de gestion 2008 aux sous-commissions Tribunaux des Commissions de gestion des Chambres fédérales. L'informatique et le déménagement à Saint-Gall ont été discutés en détail, de même que la collaboration avec le Tribunal fédéral.

Le 17 août 2009, la sous-commission 2 de la Commission des finances du Conseil national a effectué une visite au tribunal, au cours de laquelle elle s'est renseignée sur le controlling au tribunal, sur l'état du projet de changement de plate-forme informatique ainsi que sur la préparation du déménagement à Saint-Gall, de même que sur la durée des procédures et l'efficacité du tribunal.

Le Tribunal administratif fédéral a quant à lui abordé le sujet du niveau de rémunération relativement bas des juges les plus jeunes. A ce propos, les deux tribunaux de première instance de la Confédération se sont adressés à la Commission judiciaire également, et il

a été suggéré de prévoir un relèvement du traitement initial et une progression salariale plus rapide.

Le tribunal a par ailleurs fait part à la Commission judiciaire de son souhait de procéder aussi rapidement que possible à l'élection des juges pour la période administrative 2013–2018 afin de clarifier au maximum les modalités du déménagement à Saint-Gall.

C'est avec les Commissions des affaires juridiques et les Commissions des finances du Conseil national et du Conseil des Etats que le tribunal a débattu des mesures requises pour être en mesure de traiter les recours attendus suite à la demande d'entraide administrative des Etats-Unis concernant UBS. Le Parlement a approuvé une augmentation provisoire du nombre de postes de juge (+ 500% de postes) en vue de décharger le tribunal. Le 9 décembre 2009, l'Assemblée fédérale a élu deux nouveaux juges pour une période limitée au 31 octobre 2011. Sur proposition des Commissions des affaires juridiques des Chambres fédérales, un poste de juge supplémentaire avait déjà été accordé en vue de décharger les cours chargées de l'asile (voir Composition du tribunal, p. 67).

Collaboration

Le Tribunal pénal fédéral et le Tribunal administratif fédéral entretiennent des contacts réguliers. Lors de la rencontre annuelle des commissions administratives des deux tribunaux, les principaux thèmes traités ont été la surveillance exercée par le Tribunal fédéral, des préoccupations communes dans le domaine informatique ainsi que des questions de politique du personnel.

Projet Saint-Gall

Au début de l'exercice 2009, la Commission administrative a attribué le mandat de direction du projet à la société Reflecta S.A., à Berne. Sur la base des besoins des personnes actuellement en poste au tribunal et des futurs utilisateurs du nouveau bâtiment du tribunal à Saint-Gall, plusieurs concepts ont été élaborés et approuvés (recrutement et fidélisation du personnel, occupation/ameublement des locaux, exploitation, repas, communication et déménagement). A cette fin, des collaborateurs du tribunal ont participé à plusieurs groupes de travail. Des discussions régulières ont eu lieu entre l'Office fédéral des constructions et de la logistique et le Tribunal administratif fédéral.

Les travaux de construction se poursuivent; le gros œuvre est terminé jusqu'au deuxième étage (Secrétariat général et salles d'audience du tribunal) et la construction de la tour (où se trouveront les locaux des cours) a débuté. Le Comité de projet (constitué de représentants de l'Office des constructions du canton de Saint-Gall, de l'Office fédéral des constructions et de la logistique et du Tribunal administratif fédéral) s'est réuni à six reprises en 2009. Les architectes l'ont informé de l'état d'avancement des travaux et du respect des coûts, et il a approuvé plusieurs modifications demandées par les futurs utilisateurs.

Au mois de septembre 2009, la région de Suisse orientale a organisé à Aarberg une rencontre d'information axée sur la situation des collaborateurs. Il est dans l'intérêt du Tribunal administratif fédéral de continuer à employer autant de personnes que possible à Saint-Gall et de maintenir un taux de fluctuation peu élevé en dépit du déménagement. A la fin de l'exercice, le Tribunal administratif fédéral a conclu avec la région de Suisse orientale une convention sur leur collaboration dans le domaine du soutien à apporter aux collaborateurs dans le cadre du déménagement à Saint-Gall. Les mesures de communication internes et externes font également partie de cette convention.

Le 21 décembre 2009, une délégation de la Commission des finances du Conseil des Etats a effectué une visite du chantier. Le gouvernement du canton de Saint-Gall et la présidence du tribunal étaient également représentés. Il a été constaté que la procédure de planification et d'octroi du permis de construire des immeubles d'habitation à proximité du tribunal s'était déroulée correctement du point de vue juridique. La situation n'est en pas moins insatisfaisante, non seulement en ce qui concerne la distance entre ces immeubles et le bâtiment du tribunal mais aussi pour des raisons d'urbanisme.

Nature et nombre des affaires

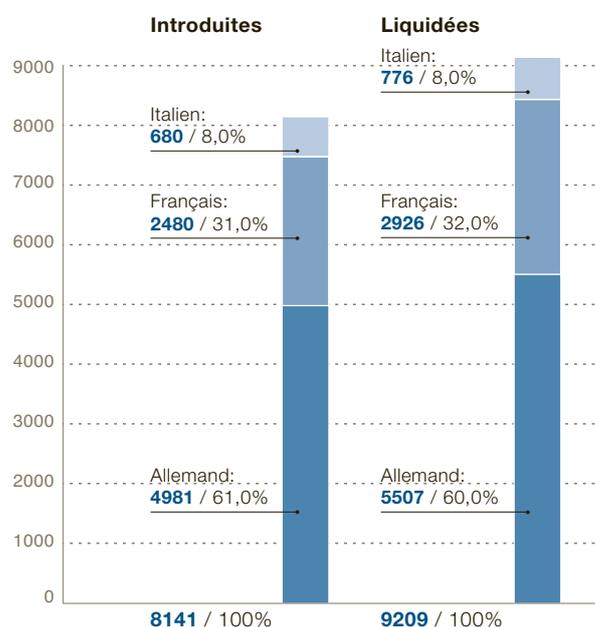
Affaires

| | Introduites en 2008 | Liquidées en 2008 | Reportées de 2008 | Introduites en 2009 | Liquidées en 2009 | Reportées à 2010 |
|---------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Recours | 7993 | 8531 | 7887 | 7829 | 8891 | 6825 |
| Actions | 4 | 1 | 4 | 8 | 7 | 5 |
| Autres moyens de droit | 132 | 129 | 13 | 97 | 100 | 10 |
| Demandes de révision etc. | 232 | 254 | 74 | 207 | 211 | 70 |
| Total | 8361 | 8915 | 7978 | 8141 | 9209 | 6910 |

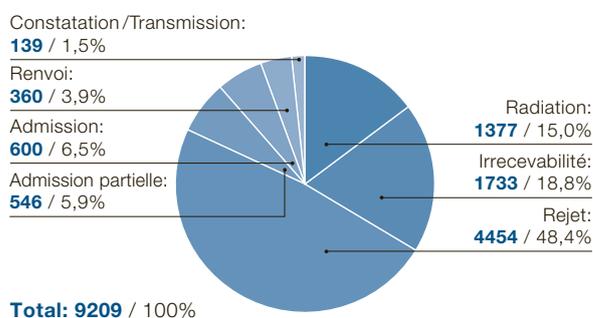
Issue du procès

| | Radiation | Irrecevabilité | Rejet | Admission | Admission partielle | Renvoi | Constatation | Transmission |
|---------------------------|-------------|----------------|-------------|------------|---------------------|------------|--------------|--------------|
| Recours | 1340 | 1619 | 4371 | 586 | 544 | 352 | 30 | 49 |
| Actions | 1 | - | 2 | 2 | - | - | - | 2 |
| Autres moyens de droit | 13 | 8 | 13 | 4 | - | 4 | 25 | 33 |
| Demandes de révision etc. | 23 | 106 | 68 | 8 | 2 | 4 | - | - |
| Total | 1377 | 1733 | 4454 | 600 | 546 | 360 | 55 | 84 |

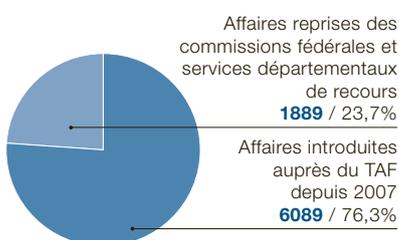
Affaires par langue en 2009



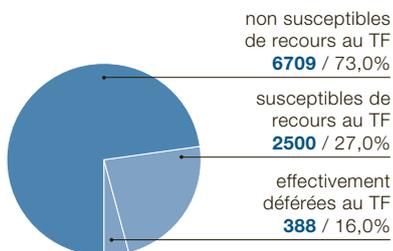
Modes de liquidation en 2009



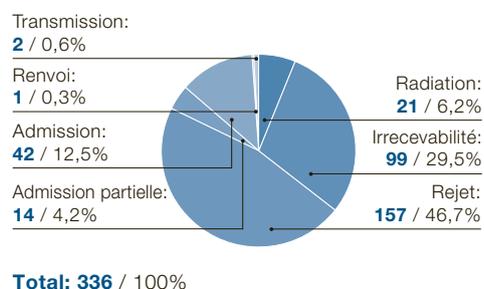
¹ Reportées de 2008: 7978*



² Liquidées en 2009: 9209

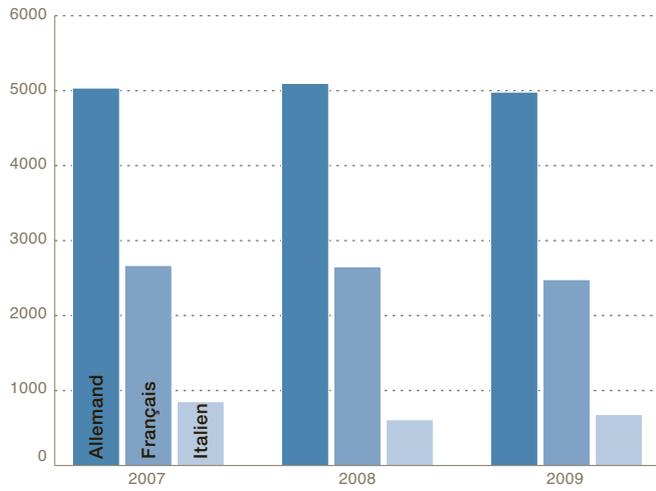


Liquidation des affaires déferées au TF:

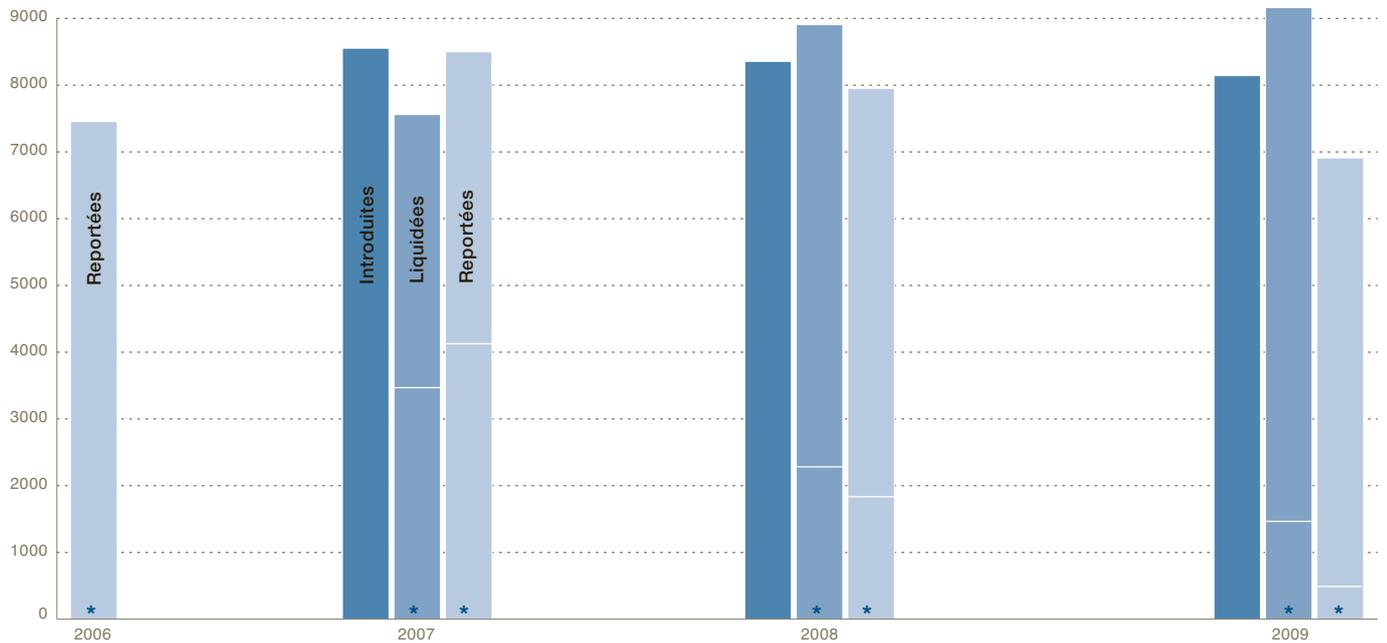


* La différence par rapport au nombre d'affaires reportées qui figure dans le rapport de gestion 2008 s'explique par des modifications ultérieures (jonction ou disjonction de procédures, etc.)

Affaires introduites par langue



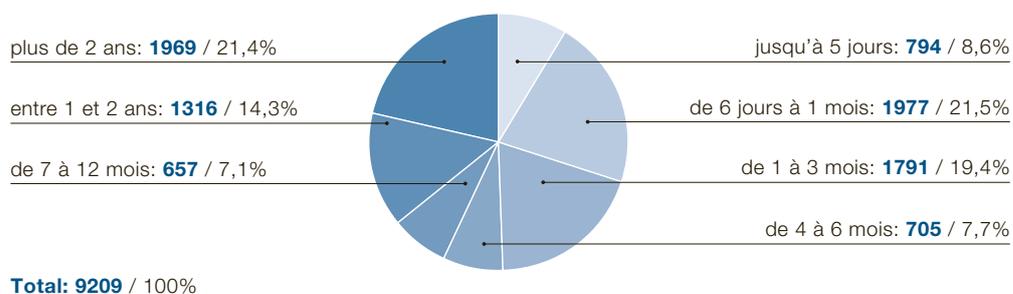
Affaires introduites, liquidées et reportées



* Affaires reprises des commissions fédérales et services départementaux de recours

Durée des affaires

| | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Liquidées au total en 2009 |
|---------------------------|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|----------------------------|
| Recours | 722 | 1866 | 1711 | 688 | 648 | 1311 | 1945 | 8891 |
| Actions | 1 | 2 | 1 | – | 1 | 2 | – | 7 |
| Autres moyens de droit | 52 | 27 | 13 | 6 | 1 | – | 1 | 100 |
| Demandes de révision etc. | 19 | 82 | 66 | 11 | 7 | 3 | 23 | 211 |
| Total | 794 | 1977 | 1791 | 705 | 657 | 1316 | 1969 | 9209 |

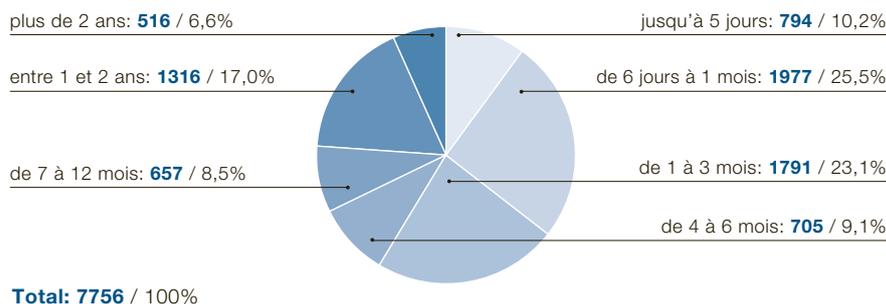


Durée moyenne et maximale des affaires

| | Liquidées | | Affaires reportées | |
|---------------------------|------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| | Durée moyenne en jours | Durée maximale en jours | Durée moyenne en jours | Durée maximale en jours |
| Recours | 414 | 3335 | 448 | 3167 |
| Actions | 181 | 418 | 162 | 289 |
| Autres moyens de droit | 34 | 797 | 234 | 921 |
| Demandes de révision etc. | 175 | 2306 | 387 | 2277 |

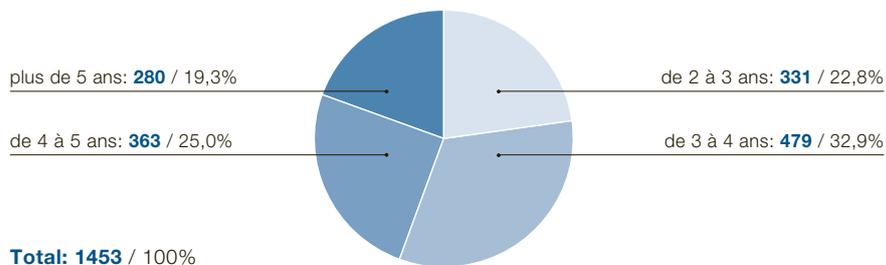
Durée des affaires
(introduites au TAF; procédures introduites à partir du 1.1.2007, y compris les procédures suspendues)

| | Introduites au TAF en 2009 | Durée des affaires | | | | | | | | Durée moyenne | Durée maximale |
|---------------------------|----------------------------|--------------------|-----------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|------------------|---------------|---------------|----------------|
| | | Liquidées en 2009 | jusqu'à 5 jours | de 6 jours à 1 mois | de 1 à 3 mois | de 4 à 6 mois | de 7 à 12 mois | entre 1 et 2 ans | plus de 2 ans | Jours | Jours |
| Recours | 7829 | 7458 | 722 | 1866 | 1711 | 688 | 648 | 1311 | 512 | 211 | 1055 |
| Actions | 8 | 7 | 1 | 2 | 1 | – | 1 | 2 | – | 181 | 418 |
| Autres moyens de droit | 97 | 100 | 52 | 27 | 13 | 6 | 1 | – | 1 | 34 | 797 |
| Demandes de révision etc. | 207 | 191 | 19 | 82 | 66 | 11 | 7 | 3 | 3 | 69 | 961 |
| Total | 8141 | 7756 | 794 | 1977 | 1791 | 705 | 657 | 1316 | 516 | | |



Durée des affaires
(reprises des commissions fédérales et services départementaux de recours; procédures introduites avant le 1.1.2007, y compris les procédures suspendues)

| | Reportées | Durée des affaires | | | | | Durée moyenne | Durée maximale |
|---------------------------|-------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|----------------|
| | | Liquidées en 2009 | de 2 à 3 ans | de 3 à 4 ans | de 4 à 5 ans | plus de 5 ans | Jours | Jours |
| Recours | 1864 | 1433 | 319 | 474 | 361 | 279 | 1472 | 3335 |
| Demandes de révision etc. | 25 | 20 | 12 | 5 | 2 | 1 | 1189 | 2306 |
| Total | 1889 | 1453 | 331 | 479 | 363 | 280 | | |



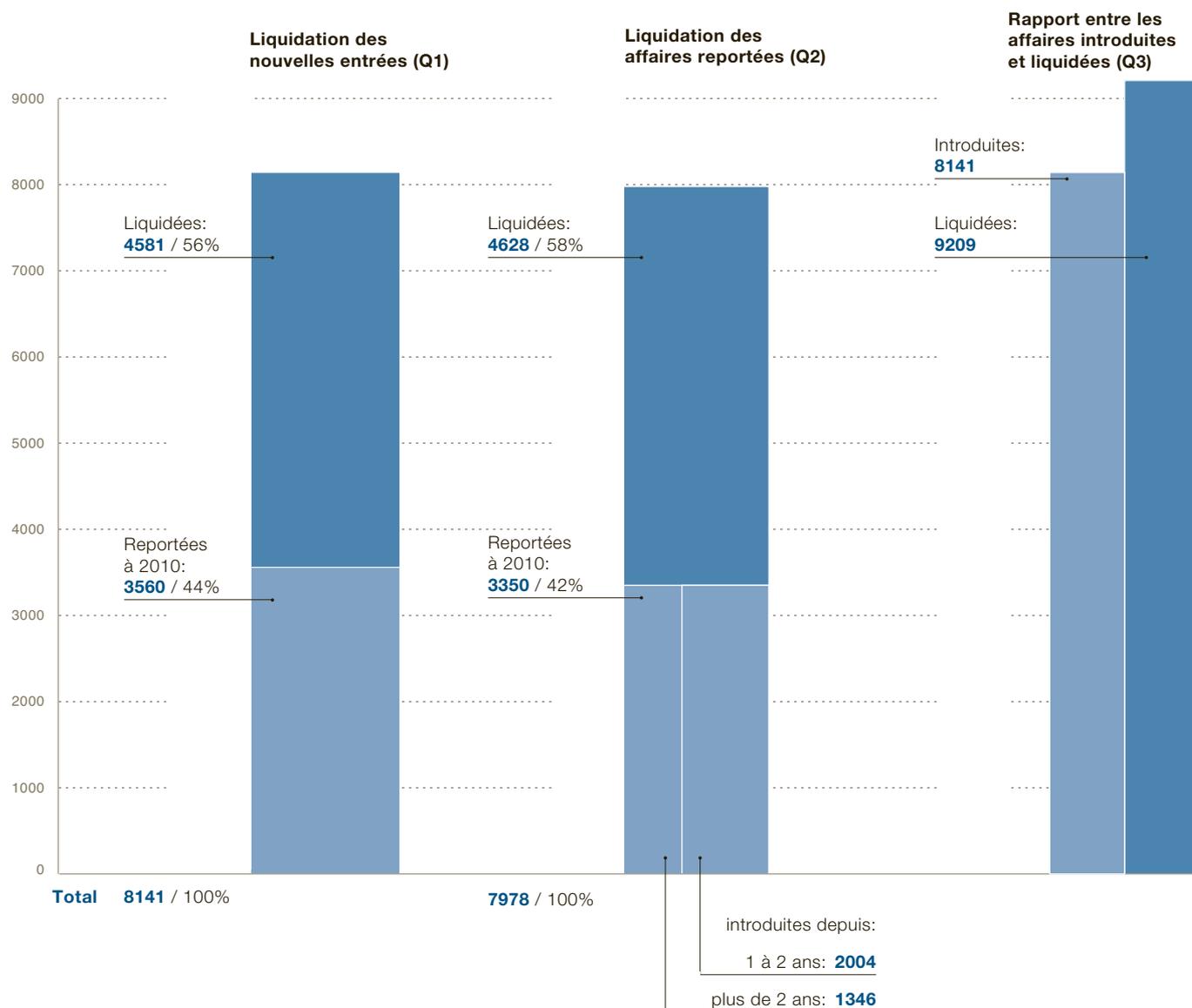
Quotients de liquidation

Liquidation des nouvelles entrées (Q1)

Liquidation des affaires reportées (Q2)

Rapport entre les affaires introduites et liquidées (Q3)

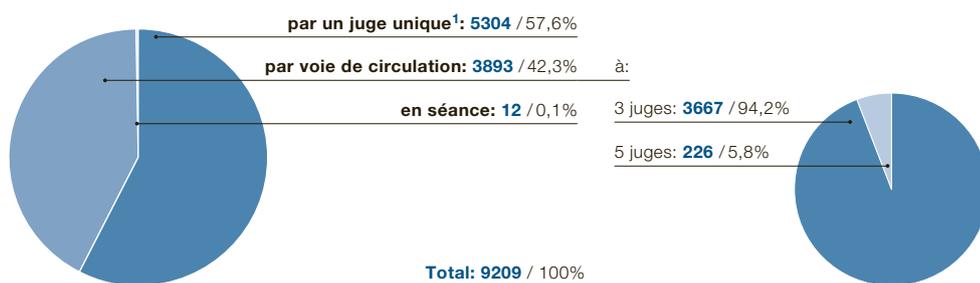
| | Introduites en 2009 | dont liquidées en 2009 | dont reportées à 2010 | Reportées de 2008 | dont liquidées en 2009 | dont reportées à 2010 | Introduites en 2009 | Liquidées en 2009 |
|--------------|---------------------|------------------------|-----------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|
| Cour I | 499 | 250 (50%) | 249 (50%) | 856 | 561 (66%) | 295 (34%) | 499 | 811 (163%) |
| Cour II | 424 | 206 (49%) | 218 (51%) | 396 | 172 (43%) | 224 (57%) | 424 | 378 (89%) |
| Cour III | 2529 | 976 (39%) | 1553 (61%) | 2820 | 1851 (66%) | 969 (34%) | 2529 | 2827 (112%) |
| Cour IV | 2674 | 1879 (70%) | 795 (30%) | 2027 | 1135 (56%) | 892 (44%) | 2674 | 3014 (113%) |
| Cour V | 2015 | 1270 (63%) | 745 (37%) | 1879 | 909 (48%) | 970 (52%) | 2015 | 2179 (108%) |
| Total | 8141 | 4581 (56%) | 3560 (44%) | 7978 | 4628 (58%) | 3350 (42%) | 8141 | 9209 (113%) |



Modes de liquidation (collège de juges / décision)

| | par un juge unique | par voie de circulation | | | en séance | | |
|---------------------------|-------------------------|-------------------------|------------|-------------|-----------|----------|-----------|
| | | 3 juges | 5 juges | Total | 3 juges | 5 juges | Total |
| Recours | 5086 | 3569 | 224 | 3793 | 10 | 2 | 12 |
| Actions | 4 | 2 | 1 | 3 | - | - | - |
| Autres moyens de droit | 83 | 16 | 1 | 17 | - | - | - |
| Demandes de révision etc. | 131 | 80 | - | 80 | - | - | - |
| Total | 5304¹ | 3667 | 226 | 3893 | 10 | 2 | 12 |

Modes de liquidation

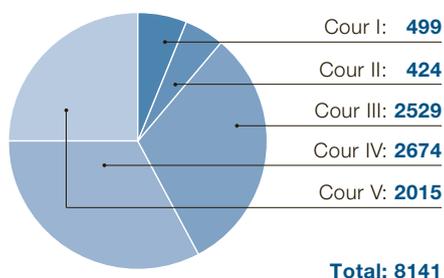


¹ Dont 2004 arrêts rendus par un juge unique avec l'accord d'un second juge selon l'art. 111 let. e LAsi.

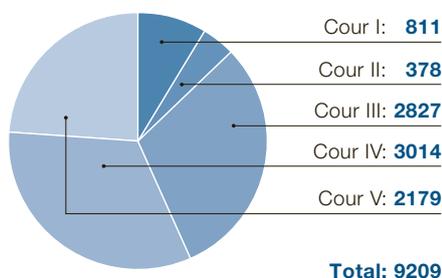
Répartition des affaires entre les cours, par catégories

| | Reportées de 2008 | Introduites en 2009 | Liquidées en 2009 | Reportées à 2010 |
|---------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Cour I | | | | |
| Recours | 845 | 490 | 793 | 542 |
| Actions | 4 | 1 | 4 | 1 |
| Autres moyens de droit | 7 | 8 | 14 | 1 |
| Total | 856 | 499 | 811 | 544 |
| Cour II | | | | |
| Recours | 396 | 411 | 371 | 436 |
| Actions | – | 7 | 3 | 4 |
| Autres moyens de droit | – | 3 | 1 | 2 |
| Demandes de révision etc. | – | 3 | 3 | – |
| Total | 396 | 424 | 378 | 442 |
| Cour III | | | | |
| Recours | 2813 | 2512 | 2809 | 2516 |
| Autres moyens de droit | 5 | 6 | 9 | 2 |
| Demandes de révision etc. | 2 | 11 | 9 | 4 |
| Total | 2820 | 2529 | 2827 | 2522 |
| Cour IV | | | | |
| Recours | 1993 | 2528 | 2863 | 1658 |
| Autres moyens de droit | – | 44 | 41 | 3 |
| Demandes de révision etc. | 34 | 102 | 110 | 26 |
| Total | 2027 | 2674 | 3014 | 1687 |
| Cour V | | | | |
| Recours | 1840 | 1888 | 2055 | 1673 |
| Autres moyens de droit | 1 | 36 | 35 | 2 |
| Demandes de révision etc. | 38 | 91 | 89 | 40 |
| Total | 1879 | 2015 | 2179 | 1715 |
| Total général | 7978 | 8141 | 9209 | 6910 |

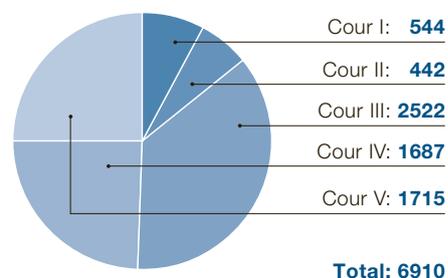
Introduites en 2009



Liquidées en 2009



Reportées à 2010



Répartition des affaires entre les cours (sur 3 ans)

| | Introduites | | | Liquidées | | |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------------|
| | 2007 | 2008 | 2009 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Cour I | | | | | | |
| Recours | 611 | 736 | 490 | 618 | 697 | 793 |
| Actions | 1 | 4 | 1 | – | 1 | 4 |
| Autres moyens de droit | 10 | 9 | 8 | 8 | 5 | 14 |
| Demandes de révision etc. | 4 | 3 | – | 3 | 4 | – |
| Total | 626 | 752 | 499 | 629 | 707 | 811 |
| Cour II | | | | | | |
| Recours | 426 | 560 | 411 | 390 | 448 | 371 ¹ |
| Actions | – | – | 7 | 1 | – | 3 |
| Autres moyens de droit | – | 1 | 3 | – | 1 | 1 |
| Demandes de révision etc. | 2 | 1 | 3 | 1 | 2 | 3 |
| Total | 428 | 562 | 424 | 392 | 451 | 378 |
| Cour III | | | | | | |
| Recours | 3494 | 2766 | 2512 | 2760 | 2891 | 2809 ² |
| Autres moyens de droit | 15 | 17 | 6 | 14 | 15 | 9 |
| Demandes de révision etc. | 9 | 13 | 11 | 8 | 14 | 9 |
| Total | 3518 | 2796 | 2529 | 2782 | 2920 | 2827 |
| Cour IV | | | | | | |
| Recours | 2114 | 2183 | 2528 | 1993 | 2495 | 2863 |
| Autres moyens de droit | 58 | 49 | 44 | 56 | 53 | 41 |
| Demandes de révision etc. | 94 | 102 | 102 | 120 | 118 | 110 |
| Total | 2266 | 2334 | 2674 | 2169 | 2666 | 3014 |
| Cour V | | | | | | |
| Recours | 1599 | 1749 | 1888 | 1439 | 2000 | 2055 |
| Autres moyens de droit | 42 | 56 | 36 | 44 | 55 | 35 |
| Demandes de révision etc. | 88 | 112 | 91 | 96 | 116 | 89 |
| Total | 1729 | 1917 | 2015 | 1579 | 2171 | 2179 |
| Total général | 8567 | 8361 | 8141 | 7551 | 8915 | 9209 |

¹ à l'exclusion de 52 procédures liquidées dans le cadre d'une mesure visant à décharger la Cour III.

² y compris 52 procédures liquidées par la Cour II dans le cadre d'une mesure visant à décharger la Cour III.

Affaires liquidées selon les matières

| | Recours | Actions | Autres moyens de droit | Demandes de révision etc. | Décisions sur renvoi du TF | Total |
|---|-------------|----------|------------------------|---------------------------|----------------------------|-------------|
| État – Peuple – Autorités | | | | | | |
| 613.10 Liberté d'opinion et d'information, des médias, droit de pétition | - | - | - | - | - | - |
| 614.00 Droit de cité, droit des étrangers, droit d'asile | 6294 | - | 74 | 204 | - | 6572 |
| 614.10 Droit de cité | 84 | - | - | - | - | 84 |
| 614.20 Droit des étrangers | 1158 | - | 3 | 6 | - | 1167 |
| 614.40 Procédure d'asile | 4880 | - | 69 | 198 | - | 5147 |
| 614.60 Asile divers | 69 | - | 1 | - | - | 70 |
| 614.70 Reconnaissance de l'apadridie | 6 | - | - | - | - | 6 |
| 614.80 Documents d'identité | 97 | - | 1 | - | - | 98 |
| 615.10 Responsabilité de l'État (Confédération) | 16 | 1 | - | - | - | 17 |
| 617.00 Rapports de service de droit public (Confédération) | 32 | - | 1 | - | - | 33 |
| 621.00 Surveillance des fondations | 3 | - | - | - | - | 3 |
| 631.00 Procédure pénale. Partage de valeurs patrimoniales confisquées (LVPC) | 1 | - | - | - | - | 1 |
| 632.10 Procédure administrative fédérale et procédure du Tribunal administratif fédéral | 31 | - | 6 | 1 | - | 38 |
| 637.00 Entraide administrative et judiciaire | 28 | - | - | - | - | 28 |
| Total État – Peuple – Autorités | 6405 | 1 | 81 | 205 | - | 6692 |

École – Science – Culture

| | | | | | | |
|--|-----------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| 639.99 Ecole, science et recherche | 79 | - | - | - | - | 79 |
| 643.99 Langue, art et culture | 7 | - | - | - | - | 7 |
| 646.00 Droit de la protection de la nature et du paysage | 6 | - | - | - | - | 6 |
| Total École – Science – Culture | 92 | - | - | - | - | 92 |

Défense nationale

| | | | | | | |
|--------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Total | 9 | - | - | - | - | 9 |
|--------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|

Finances

| | | | | | | |
|--|------------|----------|----------|----------|----------|------------|
| 660.00 Subventions | - | - | - | - | - | - |
| 661.00 Douanes | 52 | - | - | - | - | 52 |
| 662.00 Impôts directs | 5 | - | - | - | - | 5 |
| 663.00 Droit de timbre | 5 | - | - | - | - | 5 |
| 664.00 Impôts indirects | 144 | - | 2 | - | - | 146 |
| 664.10 Impôt sur le chiffre d'affaires | - | - | - | - | - | - |
| 664.20 Taxe sur la valeur ajoutée | 121 | - | 2 | - | - | 123 |
| 664.50 Redevances sur le trafic des poids lourds | 11 | - | - | - | - | 11 |
| 664.70 Divers impôts indirects | 12 | - | - | - | - | 12 |
| 665.00 Impôt anticipé | 16 | - | - | - | - | 16 |
| Total Finances | 222 | - | 2 | - | - | 224 |

Travaux publics – Énergie – Transports et communications

| | | | | | | |
|---|------------|----------|----------|----------|----------|------------|
| 673.00 Expropriation | 44 | - | 1 | - | - | 45 |
| 674.00 Énergie | 5 | - | - | - | - | 5 |
| 675.00 Routes | 7 | - | - | - | - | 7 |
| 676.00 Ouvrages publics de la Confédération et transports | 297 | 1 | - | - | - | 298 |
| 676.10 Chemins de fer | 33 | - | - | - | - | 33 |
| 676.20 Routes nationales | 15 | - | - | - | - | 15 |
| 676.30 Installations de navigation aérienne | 161 | 1 | - | - | - | 162 |
| 676.40 Installations électriques | 79 | - | - | - | - | 79 |
| 676.50 Autres installations | 9 | - | - | - | - | 9 |
| 677.00 Aviation (sans installations aéronautiques) | 24 | - | - | - | - | 24 |
| 678.00 Poste, télécommunications | 36 | - | - | - | - | 36 |
| 679.00 Radio et télévision | 40 | - | - | - | - | 40 |
| Total Travaux publics – Énergie – Transports et communications | 453 | 1 | 1 | - | - | 455 |

| | Recours | Actions | Autres moyens de droit | Demandes de révision etc. | Décisions sur renvoi du TF | Total |
|---|-------------|----------|------------------------|---------------------------|----------------------------|-------------|
| Santé – Travail – Sécurité sociale | | | | | | |
| 679.90 Santé | 2 | - | - | - | - | 2 |
| 680.00 Professions sanitaires | 12 | - | - | 1 | - | 13 |
| 680.40 Substances thérapeutiques | 25 | - | - | 1 | - | 26 |
| 680.50 Produits chimiques | 6 | - | - | - | - | 6 |
| 681.00 Protection de l'équilibre écologique | 2 | - | - | - | - | 2 |
| 682.00 Lutte contre les maladies et les accidents | 3 | - | - | - | - | 3 |
| 683.00 Denrées alimentaires et objets usuels | 2 | - | - | - | - | 2 |
| 684.00 Travail (droit public) | 48 | - | - | - | - | 48 |
| 685.00 Assurances sociales | 1358 | - | 3 | 2 | - | 1363 |
| 685.01 Assurance sociale (partie générale) | 3 | - | - | - | - | 3 |
| 685.10 Assurance vieillesse et survivants (AVS) | 126 | - | - | - | - | 126 |
| 685.30 Assurance-invalidité (AI) | 1019 | - | 3 | 2 | - | 1024 |
| 685.50 Prévoyance professionnelle | 108 | - | - | - | - | 108 |
| 685.70 Assurance-maladie | 50 | - | - | - | - | 50 |
| 685.80 Assurance-accidents | 37 | - | - | - | - | 37 |
| 685.92 Allocations pour perte de gain (APG) et assurance maternité | - | - | - | - | - | - |
| 686.00 Allocations familiales (Agriculture) | - | - | - | - | - | - |
| 686.20 Assurance-chômage | 15 | - | - | - | - | 15 |
| 687.00 Encouragement au logement, à la construction et à l'accession à la propriété | 2 | - | - | - | - | 2 |
| 688.00 Assistance | 28 | - | - | - | - | 28 |
| Total Santé – Travail – Sécurité sociale | 1488 | - | 3 | 4 | - | 1495 |
| Économie – Coopération technique | | | | | | |
| 690.00 Économie (droit public) | 23 | 2 | - | - | - | 25 |
| 692.00 Surveillance des prix | - | - | - | - | - | - |
| 693.00 Agriculture | 25 | - | - | 2 | - | 27 |
| 693.99 Forêts, chasse et pêche | - | - | - | - | - | - |
| 695.99 Commerce, crédit et assurance privéeg | 50 | - | 1 | - | - | 51 |
| 699.00 Commerce extérieur, garantie contre les risques à l'exportation | - | - | - | - | - | - |
| Total Économie – Coopération technique | 98 | 2 | 1 | 2 | - | 103 |
| Matières diverses | | | | | | |
| 709.90 Droit de la famille | - | - | - | - | - | - |
| 713.10 Droit de la famille. Activité d'intermédiaire en vue de l'adoption | - | - | - | - | - | - |
| 739.90 Droit des obligations | 8 | - | - | - | - | 8 |
| 748.10 Surveillance de la révision | 8 | - | - | - | - | 8 |
| 768.00 Registre du commerce et raisons de commerce | - | - | - | - | - | - |
| 769.90 Propriété intellectuelle et protection des données | 111 | 3 | 7 | - | - | 121 |
| 770.00 Protection des marques, du design et de variétés végétales | 91 | - | - | - | - | 91 |
| 771.00 Brevets d'invention | 1 | - | - | - | - | 1 |
| 772.00 Droit d'auteur | 2 | - | - | - | - | 2 |
| 773.00 Protection des données et principe de la transparence | 16 | 3 | 7 | - | - | 26 |
| 776.00 Droit des cartels | 1 | - | - | - | - | 1 |
| 949.91 Contributions fédérales pour l'exécution des peines et des mesures | - | - | - | - | - | - |
| 990.00 Divers (matières diverses) | 5 | - | 5 | - | - | 10 |
| Total Matières diverses | 124 | 3 | 12 | - | - | 139 |
| Total général | 8891 | 7 | 100 | 211 | - | 9209 |

Tableau comparatif des données clés du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral et du Tribunal administratif fédéral

Membres et collaborateurs (en équivalent temps plein)

| | Tribunal fédéral | Tribunal pénal fédéral ¹ | Tribunal administratif fédéral |
|-----------------------|---------------------|---|--------------------------------------|
| Nombre de juges | 38,00 | 15,60 | 64,65 |
| Nombre de greffiers | 127,00 | 17,60 | 177,70 |
| Autres collaborateurs | 152,40 | 17,10 | 99,60 |

Volume des affaires

| | | | |
|---|------|-----|------|
| Stock au début de l'année | 2284 | 190 | 7978 |
| Nombre d'affaires introduites | 7192 | 757 | 8141 |
| Nombre d'affaires liquidées | 7242 | 751 | 9209 |
| Stock à la fin de l'année | 2234 | 196 | 6910 |
| Durée moyenne de procédure (jours) | 131 | – | 405 |
| Nombre d'affaires pendantes depuis plus de 2 ans | 6 | 1 | 1346 |
| Q1: taux de liquidation des affaires introduites en 2009 | 69% | 75% | 56% |
| Q2: taux des affaires reportées des années précédentes et liquidées en 2009 | 99% | 98% | 58% |
| Q3: proportion des affaires liquidées par rapport aux affaires introduites | 101% | 99% | 113% |

Finances

| | | | |
|----------|------------|------------|------------|
| Dépenses | 89 896 742 | 12 378 789 | 69 890 582 |
| Recettes | 16 286 872 | 1 049 021 | 3 702 272 |

| | | | |
|--|-------|------|------|
| Proportion des recettes par rapport aux dépenses | 18,1% | 8,5% | 5,3% |
|--|-------|------|------|

Part des dépenses relatives:

| | | | |
|---|------------|-----------|------------|
| | 72 612 807 | 8 546 833 | 56 451 376 |
| aux traitements et salaires | 80,8% | 69,0% | 80,8% |
| | 632 343 | 1 886 285 | 53 179 |
| à l'assistance judiciaire | 0,7% | 15,3% | 0,1% |
| | 8 009 624 | 822 970 | 5 047 492 |
| à l'infrastructure (loyer, dépenses d'entretien) | 8,9% | 6,7% | 7,2% |
| | 1 350 656 | – | 408 175 |
| à l'aménagement ou à la construction d'une nouvelle infrastructure (informatique) | 1,5% | – | 0,6% |
| | 3 206 861 | 413 713 | 4 543 709 |
| à l'informatique | 3,6% | 3,3% | 6,5% |
| | 4 084 451 | 708 987 | 3 386 653 |
| aux autres dépenses | 4,5% | 5,7% | 4,8% |

¹ sans les juges d'instructions

Editeur: Tribunal fédéral

Av. du Tribunal fédéral 29
CH-1000 Lausanne 14
Téléphone 021 318 91 11
direktion@bger.admin.ch
www.bger.ch

Schweizerhofquai 6
CH-6004 Lucerne
Téléphone 041 419 35 55

Tribunal pénal fédéral

Case postale 2720
CH-6501 Bellinzone
Téléphone 091 822 62 62
info@bstger.admin.ch
www.bstger.ch

Tribunal administratif fédéral

Schwarztorstrasse 59
Case postale
CH-3000 Berne 14
Téléphone 058 705 26 26
info@bvger.admin.ch
www.bvger.ch

Conception et réalisation: Jeanmaire & Michel AG; www.agentur.ch

Cette publication existe également en allemand et italien; vous pouvez l'obtenir gratuitement en envoyant une étiquette autocollante munie de vos coordonnées à l'adresse suivante: Tribunal fédéral, CH-1000 Lausanne 14, ou kanzlei@bger.admin.ch

ISSN 1423-1816
Form 101.132.f